

EN 2008, CONTRE LA REGRESSION SOCIALE ET LA REPRESSON, INTENSIFIONS LES LUTTES!

EDITO

Sans être des fanatiques des anniversaires, nous avons, nous aussi, des repères historiques qui s'imposent de fait.

En ce premier janvier 2008 comment ne pas avoir une pensée émue pour un certain premier janvier 1968. En effet, 4 mois plus tard, des dizaines de milliers de jeunes (et de moins jeunes) enfantèrent une révolte des mentalités et des comportements qui mit, durant quelques semaines, le vieux monde cul pardessus tête... Déjà, à cette époque, nous avons dû regretter le « manque de conviction et d'engagement » des organisations syndicales « représentatives » et la faculté jamais démentie des partis et organisations (dits d'opposition) d'abandonner le terrain des luttes dès que les sirènes électoralistes se font entendre...

Qu'en est-il aujourd'hui ? Apparemment rien n'a changé ! Ou plutôt oui... C'est pire !

Après le Mouvement des cheminots sur les retraites, nous étions en droit d'attendre une réponse plus forte, plus appropriée. Nous le supposions. Et bien, après quelques jours de grève, c'est « couchées » que certaines confédérations sont allées aux « négociations ». Tout dernièrement (fin décembre) F.O. et SUD Rail se sont retrouvés seuls pour tenir une « intersyndicale de lutte »... Les autres n'ont pas daigné se déplacer. Il est vrai qu'auparavant, au pied du sapin,

le gouvernement avait posé son lot de « promesses »... Aussi faudra-t-il attendre les premières semaines de janvier pour envisager un « front syndical commun »... Hou lala... ça fait peur !

Les organisations de la Fonction Publique avaient bombé leur torsos prolétaires et avaient déclaré concernant le pouvoir d'achat des fonctionnaires, à peu de choses près, on va voir ce qu'on va voir !

Après le 18 octobre et le 20 novembre on a vu qu'on reverra ça le 24 janvier 2008. Le temps de digérer tous les plats que nous n'avons pas pu avaler, augmentation du coût de la vie oblige.

Le pouvoir d'achat des classes moyennes s'en ressent, c'est incontestable, mais que dire du pouvoir de « survie » de tous les « Sans »...

Encore une nouvelle année et toujours le même lot d'exclus, chaque année un peu plus important...

Après le 24 janvier, probablement une nouvelle date poindra à l'horizon, en mars (?)... Histoire de faire peur au Ministre de tutelle. Et oui que voulez-vous les grèves de 24 heures à répétition ça le fait flipper le bougre. Il en serait presque à démissionner le 25 janvier !!!

Les étudiants ont su se dresser dès la fin 2007 contre la Loi L.R.U. Une loi qui n'était pas négociable dès son origine et qui ne l'est pas plus aujourd'hui ! Les luttes, les grèves et les occupations qui ont émaillé les universités françaises s'é-

taient fixé un objectif : le retrait de cette loi qui n'a d'autre but que de libéraliser totalement le cadre des études universitaires, de renforcer la sélection et en somme d'adapter les études et les diplômes aux attentes du capital et faire des facultés les anti-chambres de la société d'exploitation.

L'U.N.E.F. et son Président en tête ont alors tout fait pour affaiblir ce mouvement de refus massif qui leur échappait. Qu'ont-ils choisi comme méthode ? Mais la voie de la magouille et de la trahison bien sûr. C'est une technique qui a déjà porté ses fruits. Mr. Julliard s'est rendu à toutes les invitations de Valérie Pécresse et s'est targué de défendre la cause étudiante... Et puis, il a sauté les pas pour intégrer une liste du P.S. dans la capitale. Après Pécresse, Delanoé, l'étudiant Julliard sait choisir ses interlocuteurs...

Le Pouvoir, face à une opposition « officielle » éparpillée, muette et prête à n'en découdre qu'électorale (on ne compte plus les partis qui se composent, se décomposent pour mieux se recomposer), le Pouvoir, serein, se sent pousser des ailes.

Alors, on ne compte plus les arrestations d'étudiants aux seuls motifs qu'ils ont lutté. Ce qui somme toute reste encore le meilleur moyen, le seul moyen de changer les choses quand on a la volonté que les choses changent réellement !

A cela s'ajoute la manière de traiter les

problèmes des mal logés, à coups de brodequins policiers et à coups de « cutter » portées aux tentes des sans abris...

A cela s'ajoute, aussi, les méthodes musclées des hommes du Ministère de l'Immigration et de l'Identité nationale. Pour faire du nombre, pour réaliser les quotas, les centres de « rétention » se remplissent et se vident au rythme des renvois illégitimes vers les contrées lointaines.

A cela s'ajoute, encore, les mauvaises manières et la morgue des différents ministres qui méprisent le peuple et s'emploient à faire payer le culot de certains qui ne veulent pas se résoudre à bouffer de la merde quand les nantis s'empiffrent !

- Droit de « vivre » encadré !
- Droit de « lutter » contesté !
- Droit de « penser » rogné !
- Droit de circuler librement aboli !
- Droits de l'Homme bafoués !

Faisons de l'année 2008 une année de récupération de tous ces droits que la classe politique et les capitalistes s'entendent à nous supprimer !

Luttons pour réapprendre ensemble le chemin du refus de toutes les inégalités, de tous les interdits et de toutes les hiérarchies.

En « 68 » ils disaient soyez réalistes demandaient l'impossible...

Aujourd'hui soyons réalistes luttons pour acquérir ce qu'ils nous déclarent « impossible » à réaliser.

BILAN DU MOUVEMENT SOCIAL DE L'AUTOMNE 2007 VERS UNE GLOBALISATION DES LUTTES

Le mouvement social de l'automne 2007 intervient après des années marquées par des mobilisations très sectorisées et défensives. Le dernier mouvement qui avait mobilisé les services publics, notamment l'Education Nationale, en 2003 s'est soldé par un échec qui a laissé un goût amer à beaucoup de gens. Les journées de grève isolées, qui ne permettent pas d'établir un rapport de force, génèrent de plus en plus de lassitude.

En 2005, les révoltes violentes des banlieues ont témoigné d'un malaise social qui déborde. Finalement, le mouvement étudiant de 2006 contre le CPE a permis de voir une mobilisation finir par au moins un acquis, le retrait du CPE, tout en laissant la problématique de la précarisation des contrats de travail intacte.

Depuis plus de vingt ans, les acquis

sociaux, obtenus après-guerre grâce à la lutte, reculent progressivement sous le coup des politiques libérales.

Les attaques sont évidemment économiques : salaires, dégradation des services publics, solidarité sociale, etc. Mais elles touchent aussi à de nombreux aspects des libertés individuelles et collectives : logique répressive accrue, criminalisation croissante des mouvements sociaux, attaques au droit de grève et à la liberté syndicale, etc.

Toutes ces mesures ont fait l'objet d'une préparation médiatique intense visant à faire intégrer à l'opinion publique l'aspect prétendument incontournable de ces réformes anti-sociales : trou de la sécu, « problème » du vieillissement de la population lié aux retraites, impossibilité pour les entreprises ou pour l'Etat d'augmenter les salaires...

Dans ce contexte, l'essentiel des luttes menées se fait sur un mode défensif (essayer d'empêcher des reculs sociaux), ce qui n'est déjà pas très satisfaisant lorsqu'on aspire à vivre dans un « monde meilleur ».

De plus, l'issue de ces luttes est rarement gratifiante, à quelques exceptions près. Pendant ce temps, le rouleau compresseur libéral continue sa besogne à un rythme de plus en plus soutenu.

En parallèle, l'idée selon laquelle tout cela serait inexorable est matraquée à longueur de temps et finit par imprégner les esprits. C'est ainsi qu'on entend des jeunes affirmer qu'ils ne connaîtront de toute façon pas de retraite.

Serions-nous donc en train de « toucher

Suite page 2...

Infos&Analyses Libertaires

SOMMAIRE du N° 69

Page 2

Premier bilan du mouvement anti-LRU

Page 3

Justice pour Pierre et Yann

Les municipales, une illusion de plus

Page 4

Retraites; l'insupportable concept de solidarité

Contacts C.G.A.

Suite de la page 1...

le fond », ou en tout cas de l'approcher ? En effet, les raisons de s'inquiéter ne manquent pas. Mais le mouvement social de cet automne a mis aussi en relief un certain nombre d'évolutions qu'il nous semble important de pointer.

L'aspect interprofessionnel tout d'abord : Lors de la journée de grève du 20 novembre, les fonctionnaires se sont mobilisés mais également des salariés du secteur privé (Yoplait par exemple). D'autre part il y a eu des contacts significatifs entre les étudiants en lutte et des salariés en grève.

L'émergence de champs de revendications communes : salaires, défense des services publics et du système de protection sociale, refus des dérives sécuritaires, soutien aux sans-papiers, etc. Les politiques libérales ont dans chaque branche des répercussions spécifiques mais c'est bien la même logique qui génère tous ces reculs.

Le développement de pratiques autogestionnaires : C'est sans doute chez les étudiants que ce constat est le plus frappant. On peut citer notamment l'existence de cantines autogérées à prix libre sur des campus, la gestion des assemblées générales (prise de parole, décisions collectives), la capacité à garder le contrôle de la coor-

dination nationale étudiante malgré les tentatives répétées de l'Unef d'en prendre seule les rênes, la dynamique d'ouverture vers les salariés en grève, etc. Le mouvement étudiant montre clairement que la globalisation des revendications permet aux pratiques de s'ouvrir elles aussi vers la force collective.

Les critiques de plus en plus ouvertes des salariés à l'égard des bureaucraties syndicales : de nombreux exemples pourraient être cités, on ne retiendra que celui de Chèreque quittant en courant la manifestation parisienne le 20 novembre, sous les huées.

La prise de conscience de plus en plus affirmée que les grandes confédérations syndicales font tout ce qu'elles peuvent pour éviter un mouvement social d'ampleur et pour limiter au maximum les démarches intersectorielles. Cette stratégie syndicale n'est pas nouvelle mais elle est de plus en plus sensible à mesure que la colère gronde plus fort. La CGT elle-même s'est vue contrainte à quelques grands écarts pour manifester son désir de négociation avec le gouvernement tout en ayant l'air de ménager « la base ».

De ces constats, nous pouvons dégager l'analyse que la plupart des organisations politiques et syndicales existantes aujourd'hui ne paraissent plus constituer une représentation fidèle des contestations et des expérimenta-

tions en cours.

L'heure n'est plus au « grand parti » fédérateur. Depuis sa claque électorale de 2002, le PS stagne dans le marasme. Le PC ne représente quasiment plus rien, y compris électoralement. La LCR, si elle cristallise quelques voix contestataires, reste dans une logique électoraliste et de refondation d'une nouvelle gauche dont il n'y a rien à attendre.

Car le mouvement social de notre époque est multiple, l'engagement militant s'exprime à travers une multitude de collectifs, associations, lieux d'activités, réseaux de soutien, médias alternatifs, etc. Cette diversité est une richesse car elle permet l'expérimentation par chacun-e de fonctionnements alternatifs et favorise l'expression des individus au sein de chaque groupe.

L'enjeu des prochaines mobilisations sociales réside dans la capacité collective à unir nos luttes et nos forces pour imposer d'autres choix de société. Il est nécessaire de dépasser le stade des revendications sectorielles où chacun défend son petit pré carré pour le plus grand bonheur de ceux qui détiennent la politique et les finances. Nous subissons tous et toutes la même logique, et si nous nous groupons, nous pouvons obtenir des avancées sociales. Les prochaines luttes porteront essentielle-

ment sur la question des salaires. Nous insistons sur le terme « salaire », qui ne renvoie pas à la même chose que le terme « pouvoir d'achat » tant utilisé dans les médias. Parler de salaire fait référence au système du salariat, dans lequel il y a d'un côté le patron et de l'autre le salarié, obligé de vendre sa force de travail pour un salaire inférieur à ce qu'il produit réellement. Parler de pouvoir d'achat nie cette réalité de classe et laisse croire que le salarié a un « pouvoir » (lequel d'ailleurs, celui de sur-consommer des produits souvent inutiles et presque toujours polluants ?).

D'autre part, la question des salaires intègre celle de la répartition des richesses, y compris le salaire que l'on appelle « indirect » : les retraites, la Sécu, les aides au logement, etc.

De nouvelles journées de grève sont d'ores et déjà prévues en janvier, nous ne pouvons que souhaiter qu'elles continuent dans le sens de la globalisation et de l'unité.

Pour avoir la liberté et l'égalité
C'est la société qu'il faut changer !

Groupe Kronstadt (Lyon) de la CGA

UN PREMIER BILAN DU MOUVEMENT ANTI-LRU

Mouvement autonome et mise à l'écart de l'UNEF

Démarré fin octobre 2007, le mouvement étudiant contre la LRU (loi Pécresse) a duré, sur certaines facs, jusqu'aux vacances de fin d'année.

Ce mouvement, bien que n'ayant pas obtenu le retrait de la loi, recouvre plusieurs caractéristiques qui témoignent d'un renouveau réel au sein des luttes sociales dans les universités.

D'emblée, le mouvement débuté à l'université de Rouen (en octobre) a affiché son autonomie. L'UNEF, principal syndicat étudiant et « partenaire social » privilégié du gouvernement, s'était vanté, au sortir de l'été, d'avoir négocié la loi au mieux. Une nouvelle loi libérale, une de plus, qui livrait les facs aux patrons.

En fait, l'UNEF s'est retrouvée mise à l'écart, ou encore, complètement décredibilisée au cours de ses premières apparitions.

Par la suite, une vingtaine de facs sont entrées dans la grève en dix jours. Cela coupe court à la vieille idée selon laquelle un mouvement étudiant a besoin de l'UNEF pour démarrer.

Les campus comptent aujourd'hui de nombreux étudiants pour lesquels seule une lutte radicale, autonome et déterminée peut permettre une issue favorable : obtenir ce que nous voulons.

D'ailleurs la Coordination étudiante de Rennes des 17 et 18 novembre a accentué l'affirmation d'autonomie du mouvement et sa volonté de ne pas négocier. En votant le principe de ne pas reconnaître, et même de condamner, toute organisation qui irait négocier quoi que ce soit au nom du mouvement, cela équivalait à perdre mais par ailleurs cela assurait au mouvement son total affranchissement vis à vis d'une organisation toujours prête à s'asseoir à la table des renoncements.

Une fois lancé sur ces bases autonomes d'autogestion et de souveraineté des AG, le mouvement, devenait difficile à subvertir, encore moins à détourner. Un mouvement qui a vaillamment défendu son autonomie, y compris vis à vis des administrations (quasiment toutes favorables à la loi), rejetant le principe des votes à bulletins secrets.

Les médias en soutien aux anti-grèves

L'UNEF, remise un temps sur le devant de la scène par les Présidents d'universités et par les médias, se décidera à appeler à « l'amplification de la mobilisation », appel vague et sans consistance, circonstanciel et opportuniste. Aussi, une fois la rallonge budgétaire souhaitée obtenue, l'UNEF, pour une énième fois, trahira les étudiants en appelant au déblocage des facs.

Ce faisant, elle ne faisait que rejoindre de fait le « front unique pour la reprise » des cours dont les médias au service du Pouvoir se sont faits les porte parole.

Cette attitude constante des médias n'a fait qu'amplifier, au sein des Comités de grève et de la Coordination nationale, la critique à leur égard et a rendu plus forte encore la critique globale de la société et des ravages qu'ils organisent.

Les médias ont joué un rôle évident de défenseurs d'un certain ordre (libéral et bourgeois) en passant sous silence un mouvement qui a, en grande partie, échappé au contrôle des diverses bureaucraties politiques ou syndicales.

Les médias l'ont même fait chèrement payé au mouvement anti-LRU, donnant plus souvent la parole aux « anti-grèves » dont les collectifs se sont multipliés.

L'apparition d'un front anti-grève

Un phénomène nouveau s'est fait jour dans le champ des luttes « universitaires » avec l'apparition publique et simultanée d'une multitude de « collectifs », « comités », « pôles » etc... tous se rejoignant dans une opposition labellisée avec comme corollaire une organisation, une communication ..., des manifestations locales, y compris au niveau national avec une manifestation parisienne en faveur de la reprise des cours.

Au-delà d'une propagande agressive et soutenue contre les grévistes, ces diverses structures et comités « anti-blocage » se virent épauler par tout ce que peut contenir la galaxie d'extrême droite : FNJ, UNI, Jeunesse Identitaire etc.

Le but avoué de tous ces agitateurs était la « libération manu militari » des amphis occupés !
Ce mouvement, répétons le, trouva auprès

de la plupart des médias, une écoute complaisante.

Directions et « personnels » en défense de la Loi...

Plus grave encore fut l'attitude de la plupart des « Directions universitaires », lesquelles relayées ici ou là par des personnels et des professeurs anti-grève, voulurent en découdre avec le mouvement anti-LRU. Totalement opposés au blocage des cours, ils allèrent même jusqu'à « négocier » avec les représentants des mouvements anti-grève, favorables à la reprise des cours coûte que coûte, au détriment des représentants des Assemblées Générales de grévistes, (représentants légitimés au cours des scrutins qui se succédèrent à un rythme hebdomadaire).

Rappelons que si le mouvement anti LRU était minoritaire, comparé à la masse globale des étudiants inscrits dans les universités françaises, il l'était en réalité bien moins que ne pouvait l'être le mouvement anti-grève.

Contenu des revendications et lutte sociale

Souvent le mouvement anti-LRU a été minoré localement mais cela ne l'a jamais affaibli au plan national.

Localement, les comités de grève souvent animés par des militants « révolutionnaires » ont donné au mouvement un contenu et un caractère contestataire clairement défini.

Il ne s'est pas agi d'un mouvement politique - politicien - mais d'un mouvement social mené par des étudiants affichant une volonté d'un changement radical de l'Université. Ils revendiquaient par ailleurs souvent la gratuité des études, voire l'abolition des Conseils d'administration et leur remplacement par des AG souveraines. C'est dans ce cadre que les étudiants eurent, dans la plupart des cas, à assumer la responsabilité de la grève. Les enseignants, quand ils ne la critiquaient pas ou même s'ils ne la combattaient pas physiquement, ne la soutenaient que du bout des lèvres...

La criminalisation du mouvement

Déjà entreprise pendant le mouvement de grève, la criminalisation du mouvement

s'est amplifiée à partir de la mi décembre.

Les porte parole du mouvement se sont retrouvés devant les cours de « justice » plus prompts à punir sévèrement des éléments considérés comme de « dangereux terroristes », « éléments » qui ont eu l'outrecuidance de ne pas accepter les règles du jeu libéral.

Accusés de tous les maux (outrages, menaces, dégradations, etc.) par des Présidents trop longtemps débordés par le mouvement anti-LRU et par des Professeurs en mal « d'autorité », les « représentants des grévistes » se voient aujourd'hui voués aux gémonies, en même temps qu'ils encourent des sanctions pénales, eux qui n'ont fait que leur devoir de lutteurs sociaux.

Cette criminalisation, si elle traduit dans les faits la direction prise par les tenants d'un durcissement de la politique d'Etat et d'amplification de la politique libérale, s'explique aussi par la volonté affichée de punir avec la plus grande sévérité un mouvement qui s'est, dès l'origine, affranchi de toutes tutelles hiérarchiques, politiciennes ou bureaucratiques. Un mouvement radical avec des porte parole issus des AG, vivant en autogestion et se refusant de négocier une Loi « non négociable » : voilà les raisons essentielles qui expliquent cette politique du prétoire et du « bâton ».

Le futur des luttes...

L'analyse qui figure plus haut nous conduit à déclarer que la solidarité autour de tous les militants poursuivis doit être sans faille.

Nous nous devons de passer à l'offensive afin de dénoncer la collusion entre les divers Pouvoirs -universitaire, médiatique, judiciaires etc. - qui n'a qu'un but : mettre la pression sur les militants et les organisations, faire peur et, peu à peu, tenter d'isoler les « meneurs », comme ils disent.

Les luttes de demain, à l'Université et ailleurs, devront s'inscrire, comme la récente grève anti-LRU l'a fait, dans le champ de l'autonomie, de l'autogestion et de la démocratie directe, des valeurs sociales garantes de la nécessaire rupture avec toutes les attitudes de compromission, de trahison et de laisser faire.

GPA - PY

JUSTICE POUR PIERRE ET YANN

La contestation et la grève demeurent aujourd'hui encore des moyens de lutte reconnus et légaux, même si certains désiraient les voir privés de tout contenu, sinon totalement abolis...

La lutte contre la LRU et les divers mouvements d'occupation, un peu partout dans les l'hexagone, et notamment à Perpignan, ont montré une grande détermination et le plus souvent une grande maturité.

Les adversaires de cette lutte, et ils sont nombreux, ont montré tout au long du conflit le peu de cas qu'ils font d'une simple attitude « démocratique », eux qui ne se privent jamais de parler au nom de cette même « démocratie »...

Une importante partie de la communauté «universitaire», sur Perpignan notamment, a joué le pourrissement du conflit quasiment dès son origine...

Malgré les votes successifs et majoritaires en faveur du blocage de la Fac, les manœuvres n'ont jamais cessé, manœuvres qui tendaient à discréditer et le mouvement et ses porte-parole les plus en vue !

Les responsables de l'Université ne reculèrent devant rien allant même jusqu'à entretenir un climat d'affrontement au besoin en permettant aux anti-grévistes de

disposer, tout au long du conflit, d'un amphi (l'Amphi 3) situé à une centaine de mètres de l'Amphi 4, tenu par les grévistes...

Aujourd'hui le président de l'U.P.V.D. et une partie des enseignants opposés au mouvement de grève, ont assigné en « justice » deux camarades étudiants, militants tous deux de la Coordination des Groupes Anarchistes et du syndicat SUD Etudiant, aux fallacieux motifs de « dégradations ; vol ; menaces de mort... ».

Ce sont ces mêmes enseignants qui se sont illustrés, sans ambiguïté aucune, par des attitudes provocatrices voire violentes. Des attitudes manquant totalement de « mesure » d'autant qu'elles émanaient d'adultes ayant la tâche d'instruire, de guider, d'encadrer, d'aider mais jamais, au grand jamais, d'insulter, de provoquer, de frapper etc...

Sur la base des plaintes déposées par les instances de l'Université et par ces enseignants, mercredi 19 décembre au petit matin Yann et Pierre, ont été arrêtés à leur domicile. La police a procédé à une perquisition à leur domicile et à la saisie des ordinateurs. Nos deux camarades font les frais de la volonté du pouvoir de discréditer et

criminaliser partout la lutte contre la LRU qui agite les universités depuis le mois d'octobre.

A l'issue d'une garde à vue de 48h, aucune des charges initiales n'a été retenue contre eux. Des plaintes nominatives d'insultes ont été déposées par des enseignants à l'encontre de Pierre et Yann. Uniquement à partir de ces accusations, ils sont placés sous contrôle judiciaire :

- il leur est interdit de sortir des limites territoriales : le département des Pyrénées-Orientales,

- il leur est interdit de se rendre à l'Université de Perpignan, sur le campus universitaire, au restaurant universitaire,

- il doivent s'abstenir de tout contact entre eux...

Alors qu'il y a présomption d'innocence, ce type de contrôle tend à accréditer la thèse inepte que Yann et Pierre sont de dangereux individus, qu'ils sont coupables avant même d'avoir été jugés ! Pierre et Yann n'ont reconnu aucun des actes, aucune des déclarations, aucune des charges qui leur étaient imputées !

Un des effets de ces mesures iniques revient à interdire à nos camarades d'aller à la fac et donc de poursuivre leurs études.

C'est démentiel dès lors que les « plaig-nants » déclaraient n'agir qu'en vertu de la seule « liberté pour tous de suivre les cours ...»

Nous dénonçons ces pratiques qui font encore monter d'un cran la répression sur les mouvements étudiants. Nous dénonçons ces mesures d'acharnement qui ont pour but de les faire rentrer dans le rang.

-Nous réclamons l'annulation du contrôle judiciaire infondé auquel Yann et Pierre sont soumis.

-Nous dénonçons par avance toute tentative de monter artificiellement des poursuites contre eux.

-Nous réclamons l'arrêt de la procédure à l'encontre de Pierre et Yann

-Nous appelons l'ensemble des acteurs des luttes étudiantes et plus largement du mouvement social à se solidariser et à réagir à ces tentatives de criminalisation des luttes.

Solidarité avec nos deux compagnons...

Le Comité Justice pour Yann et Pierre et la Coordination des Groupes Anarchistes lancent à l'adresse des organisations, des personnalités et des individus, une pétition nationale de soutien à Yann et Pierre, militants à la C.G.A. et à Sud Etudiant Perpignan, pour réclamer l'annulation de leur contrôle judiciaire et l'arrêt de la procédure à leur encontre. Nous vous demandons de faire circuler cette pétition et de nous contacter pour la signer. Une souscription pour couvrir les frais de justice est ouverte à l'ordre du CES (mention

au dos du chèque "solidarité avec Yann et Pierre"). BOITE POSTALE (souscription et retour des pétitions) :

C.E.S. - BP 40233 - 66002 PERPIGNAN-CEDEX

Cette souscription sera gérée par le comité "Justice pour Yann et Pierre".

Contact mail : comite_justice@yahoo.fr

Pétition à télécharger sur le site de la CGA : www.c-g-a.org

LES MUNICIPALES, UNE ILLUSION DE PLUS

Les élections municipales non plus ne changent pas la vie

Le suffrage universel est devenu, au fil des années, le rite qui consacre l'illusion du choix et du pouvoir démocratique alors qu'en réalité il entérine et pérennise le pouvoir des dominants.

La participation électorale repose sur la croyance que la couleur politique des élus peut jouer dans le sens de notre émancipation, dans l'amélioration de nos conditions de vie. Mais la politique n'est pas une question d'intention ou d'honnêteté, de discours plus ou moins radicaux. La couleur politique des gestionnaires des intérêts capitalistes a peu d'importance dès lors que ces intérêts fondamentaux ne sont pas remis en cause. Ils ne peuvent l'être de toute façon dans le cadre de l'État : cette institution n'a rien de neutre, elle est l'instrument de pouvoir au service d'une minorité contrôlant l'économie (classe bourgeoise ou bureaucratique).

Les élections municipales n'échappent pas à cette règle électorale générale.

Une fois les élections passées et le conseil municipal élu, le Maire est désigné en son sein. Il remplit une fonction et, quand nous comparons les comportements des uns et des autres et les résultats obtenus par les personnalités élues à ce poste, qu'elles soient d'idéologie ou d'approches des problèmes différentes, nous n'y trouvons pas de différences notables !

Les municipales plus démocratiques ?

La propagande, faite notamment autour de la démocratie participative, incite certains à penser qu'au niveau local, la démocratie s'exercerait mieux. Mais ce n'est pas parce que le niveau « décisionnel » est plus proche des « citoyens » que leur contrôle sur ce qui se fait et se décide, en est facilité. Les élus, fussent-ils municipaux, ne peuvent pas être contrôlés et encore moins révoqués

une fois en poste. Durant six années ils appliqueront leurs méthodes, imposeront leur politique et se passeront de tout recours auprès de celles et ceux qui sont sensés les avoir désignés. Le conseil municipal lui-même n'a pas de poids réel comparé à celui du Maire, celui-ci pouvant de plus devenir Président d'une communauté de communes. Précisons que, de la grande ville au petit village, le maire y est le premier représentant de l'Etat, donc son défenseur, avec les droits régaliens qui y sont attachés, notamment les « droits de police ».

De plus, nous savons pertinemment que lorsqu'un référendum communal est organisé concernant des problèmes liés à la qualité de la vie (déchetterie ; voies de grande circulation ; tunnel routier...), les résultats sont rarement, sinon jamais pris en compte. C'est à l'Etat et au Préfet, en dernier ressort de faire respecter la politique et les décisions arrêtées en haut lieu !

En revanche, les habitants versent les "impôts locaux" qui doivent permettre en grande partie de mettre en oeuvre une politique décidée loin d'eux, sans eux ! Finalement, les antagonismes sociaux sont identiques que nous soyons au niveau communal ou au niveau de l'Etat.

Non décidément, la population n'est pas mieux représentée par les élus au niveau local. En revanche clientélisme, pots de vin et passe-droit, dérives inhérentes à l'électoratisme, trouvent souvent à l'échelle locale un terrain des plus favorables, quelle que soit la taille des communes. Ce n'est pas un hasard si le népotisme semble être la règle dans de nombreuses municipalités ; les réseaux d'influence permettent à certains maires, véritables petits parrains de leur cité, de désigner leur successeur.

L'échelle locale : une caisse de résonance de tous les appétits politiques.

S'octroyer un fief est l'étape indispensable

pour poursuivre une ascension vers les sommets du pouvoir. La désignation de tel ou tel candidat dépend souvent de cette logique bien éloignée de l'intérêt collectif local : logique de parti, carriérisme, luttes intestines pour désigner le candidat, parachutages président souvent au choix du candidat.

Certains candidats sont prêts à prendre n'importe quelle étiquette et n'importe quelle compromission pourvu qu'ils puissent accéder ou se rapprocher du pouvoir. Les alliances a priori le plus contre-nature se lient parfois au niveau local.

L'échelle locale offre souvent un espace à ces petits partis, y compris des partis «révolutionnaires» qui existent peu nationalement. Ces derniers ont au niveau local souvent plus d'opportunité d'exister, de peser. Ils se servent des élections pour faire valoir leur logique partidairer ; les intérêts d'une population qu'ils sont sensés devoir représenter passent après.

Et, plus tel ou tel parti « révolutionnaire » progresse électoralement, plus il se s'appuie sur cette pseudo-légitimité dans les mouvements sociaux pour les instrumentaliser à ses fins.

Le seul vote « révolutionnaire» reste celui qui décide la grève et les luttes dans les assemblées générales et les syndicats, qui se traduit par une convergence des résistances au capitalisme et à l'Etat, hors et contre les institutions.

On retrouve bel et bien au niveau municipal les chausse-trappe que l'on retrouve à toutes les élections quel qu'en soit le niveau géographique. Les élections municipales sont parfois mêmes des caricatures des impasses de l'électoratisme à un niveau national.

Quitter le terrain du spectacle pour le rapport de force réel, voilà qui n'est vraiment possible qu'en rompant avec la participation électorale.

Romp avec l'électoratisme pour construire une autre société

La servitude volontaire, comme l'expliquait, La Boétie, se caractérise par l'absence de révolte. L'homme, trop souvent, non content d'être esclave entend le demeurer et, pour ce faire, se forge lui-même ses propres chaînes. L'électoratisme, le blanc-seing donné à l' élu, les voilà les maillons de la chaîne qui entrave les citoyens.

Les élections ne peuvent pas être un moment fort pour nous qui considérons que c'est le système lui-même qui est à revoir et à changer en profondeur. C'est pourquoi il nous faut être « acteurs » nous-mêmes, rejeter leurs fausses solutions. Nous devons être responsables, suffisamment pour gérer collectivement toutes les situations et tous les aspects auxquels nous sommes confrontés. En prenant nos affaires en mains, en administrant ensemble et directement la vie de la cité, nous ferons mieux qu'eux et, sans affaires, sans scandales, sans appétits financiers ou de Pouvoir.

L'administration des choses et des situations plutôt que le gouvernement des Hommes, c'est cette grande idée anarchiste qui a traversé le siècle qui s'impose à nous toutes et tous encore aujourd'hui. Elle seule peut nous permettre de sortir définitivement de l'ère de la barbarie pour rentrer de plain pied dans celle de l'Humanité.

Alors, en 2008, sachons dire clairement à celles et ceux qui vont se proposer à nous pour « nous encadrer, nous conseiller, nous protéger, nous aider, nous guider, nous conduire, nous représenter... », que nous n'en avons aucunement besoin et que nous nous débrouillerons bien sans elles, sans eux...

RETRAITES: L'INSUPPORTABLE CONCEPT DE SOLIDARITÉ!

De quoi s'agit-il? L'augmentation du nombre de salariés retraités par rapport aux salariés actifs rendrait impossible le financement des retraites sur les bases actuelles, entendons le système dit « par répartition ». Posons un regard critique sur la façon dont nos dirigeants envisagent de « résoudre ce problème » et non de « prendre en compte cette demande de financement du système de sécurité sociale ». Le choix des mots prend ici toute son importance!

Quelques données socio-économiques

Entre 1980 et 2000, la productivité des salariés français a été multipliée par 3. En conséquence, un salarié et 2 retraités produisent autant en 2007 que 3 salariés en 1980! Le système de retraite par répartition pourrait donc supporter un ratio retraités/salariés trois fois plus élevé en 2007 qu'en 1980. Alors, à qui profitent ces gains de productivité? Pourquoi, alors que nous produisons de plus en plus, la richesse produite suffit de moins en moins? Dans la même période 1980-2000, la part des salaires est passée de 70% du PIB à 60%. Ceci signifie que 10% du chiffre d'affaires de l'entreprise France a été pris aux salariés, pour être distribué à d'autres, les actionnaires, les parasites du corps social! Alors que les retraites représentent aujourd'hui 13% du PIB, elles devraient représenter 15% du PIB en 2050. Peuchère! Mais peut-être le chiffre le plus important: plus de 250 milliards d'Euros sont distribués aux retraités français tous les ans, de quoi attiser bien des convoitises!

Diviser pour mieux régner

Nous voyons au travers de ces chiffres que l'aspect démographique n'est pas la seule donnée à prendre en compte. Pourtant, on n'entend parler dans les médias nationaux que de cet aspect du problème. Nous ne sommes pas surpris de la technique utilisée, tant elle est monnaie courante dans nos médias aux ordres. Qui veut tuer son chien prétend qu'il a la rage! En l'occurrence, il s'agit de tuer le concept de solidarité intergénérationnelle qu'est la retraite par répartition. En 1945, lorsque le Conseil National de la Résistance a porté le projet de

Sécurité Sociale, il avait pour objectif de couvrir l'ensemble de la société, en englobant les régimes spéciaux qui avaient été créés avant guerre. Les égoïsmes corporatifs ont joué à plein, et le principe « Chacun cotise selon ses revenus et reçoit selon ses besoins » n'a jamais pu être mis en oeuvre. Aujourd'hui, le non aboutissement de ce concept de justice sociale constitue l'angle d'attaque de la remise en cause des retraites par répartition. En effet, les bénéficiaires des régimes spéciaux nous sont présentés comme des privilégiés. Cette notion de privilège est bien sûr insultante lorsqu'on qualifie ainsi des salariés qui, une fois retraités, auront à peine de quoi vivre décemment. On sait bien que les véritables privilèges se situent ailleurs, mais en posant la question de la sorte, il en résulte une division au sein de la société, et cette division permet de « casser » la solidarité éventuelle entre les « régimes normaux » et les « régimes spéciaux ». Il n'y a plus qu'à remettre en cause les régimes spéciaux sous le regard gauguénard du citoyen moyen qui est bien content que le bâton ne frappe pas (encore) son échine.

Et les syndicats dans tout ça?

Pendant que le puissant mouvement de contestation de novembre au sein de la SNCF et de la RATP était discrédité par les médias, les représentants syndicaux étaient déjà en train de négocier le recul social, alors qu'il n'y avait rien à négocier. L'absence de projet de société, l'acceptation du seul rôle d'accompagnateur des réformes, conduisent les secrétaires de ces confédérations à se faire les alliés objectifs des réformateurs. C'est l'un d'eux, le secrétaire général de la CGT, qui affirmait à l'antenne de France-Inter tout en brandissant la menace d'une grève de 24h: « La réforme ne passera pas dans ses contours actuels ». A entendre ces mots, on sait déjà que celui-ci a renoncé, et qu'il tentera d'entraîner dans son renoncement tout le syndicat qu'il représente. La base aura beau tenter de durcir le conflit, la division émanant du pouvoir syndical fera son effet, et un semblant de négociation permettra d'isoler les radicaux et ainsi d'entériner la réforme. Ces attitudes syndicales ne sont pas encourageantes. Pourtant, quel autre outil que le syndicat pourrait fédérer les volontés d'action et pour contrecarrer les régressions sociales dont nous sommes tous victimes?

Dénoncer leur projet

Le principe «Chacun cotise selon ses revenus, et reçoit selon ses besoins», est insupportable pour les capitalistes de tous poils. Pour eux, les relations entre les individus ne doivent être que marchandes, et la solidarité est un concept à détruire, comme ils

veulent détruire ce mécanisme économique de répartition des richesses à grande échelle que constitue la sécu (santé, retraite, famille). Et ceci pour deux raisons essentielles:

-1- En transformant les cotisations obligatoires redistribuées au fur et mesure des prélèvements en assurances individuelles dont la redistribution serait décalée dans le temps, il est possible de mettre la main sur un capital énorme.

-2- Les patrons de tous bords qui attendent avec impatience une n-ième réduction des prélèvements sociaux qui améliorerait leur compétitivité internationale.

La solidarité reste à construire:

Les régimes spéciaux de retraite ne sont ni plus ni moins injustifiés que les différences de salaires au cours de la vie active. Nos vies sont faites d'inégalités, et nous en sommes conscients. Défendre les régimes spéciaux de retraite n'a de sens que dans une perspective plus large de permettre à toute la population d'accéder à un meilleur niveau de vie. Le danger est grand de vouloir raisonner sur les mêmes bases que nos « comptables ». Ceci conduit au « réalisme politique » qui transforme le syndicat en une machine à broyer les espoirs de ses militants. S'attaquer aux régimes spéciaux de retraite peut être vu comme une stratégie du gouvernement, qui lui permet de mesurer la capacité de réaction des bastions syndicaux de la SNCF et de la RATP. Si ces réformes passent, alors il pourra mettre les bouchées doubles après les municipales.

La « tatcherisation » de la France s'est nettement accélérée avec l'arrivée au pouvoir de Sarkozy et nous sommes dépourvus d'organisation syndicale à la fois combative et massive. Il sera donc difficile de contrecarrer les mesures anti-sociales qui vont s'égrener après les municipales. Nous, Anarchistes, ne pouvons que faire ce constat désolant, tout en poursuivant avec optimisme la construction d'organisations politiques et syndicales à même de développer dans la société l'esprit révolutionnaire. Soyons de plus en plus nombreux à appeler à une rupture: Solidarité populaire contre individualisme forcené.

JMT, Groupe A. Camus

Pour contacter la Coordination des Groupes Anarchistes:

Site Internet: <http://www.c-g-a.org/public/>

E-mail: secretariat@c-g-a.org

Secrétariat:

CES, BP 40 233

66002 PERPIGNAN CEDEX

La CGA à Perpignan

Groupe Puig Antich (Secrétariat CGA)

2, rue Théodore Guiter

Ecrire à: C/O CES, BP 40 233

66002 PERPIGNAN CEDEX

E-mail: antich@wanadoo.fr

Permanence tous les samedi de 15 à 19 heures

La CGA à Montpellier

Groupe Un Autre Futur

20, Rue Terral

34000 MONTPELLIER

permanences le samedi de 15h à 19h

E-mail: groupe-uaf@c-g-a.org

La CGA à Toulouse

Groupe Albert Camus

36, Rue de Cugnaux

31300 TOULOUSE

E-mail: groupe-albert-camus@c-g-a.org

Permanences le Mardi de 18h à 20h.

La CGA à Lyon

Groupes de Lyon,

Librairie la Plume Noire

19, rue Pierre Blanc, 69001 Lyon

Librairie ouverte du Mercredi au Vendredi de

17H à 19H, le Samedi de 15H à 19H.

Café libertaire tous les Vendredi de 21H à 1H

E-mail: groupe-lyon@c-g-a.org

La CGA à Auch

Groupe Les Fédérés

écrire au secrétariat

La CGA dans la Cerdagne et le Capcir

Groupe Mata Negra

écrire au secrétariat

E-mail: matanegracga@yahoo.fr

La CGA à Albi

Groupe " Ni Dieu, Ni Maître"

E-mail: cga-albi@no-log.org

La CGA en région Parisienne

Groupe de Seine-Saint-Denis

E-mail: liaison93@c-g-a.org

La CGA dans la Sarthe

Groupe du Mans

Permanence le 3ème samedi du mois

de 14h30 à 17h, au 3ème étage de la

maison des associations,

E-mail: cga72@no-log.org

La CGA dans les Bouches du Rhône

écrire au secrétariat national

E-mail: bdr@c-g-a.org

La CGA à Saint-Etienne

Groupe CGA-42

écrire au secrétariat

e-mail: groupe-loire@c-g-a.org

La CGA dans le Cantal

Groupe Cantal

écrire au secrétariat

E-mail: cga15@no-log.org

La CGA dans l'Aveyron

Liaison Aveyron

écrire au secrétariat

La CGA dans le Maine-et-Loire

Liaison Angers

écrire au secrétariat

E-mail: cga49@no-log.org

La CGA dans l'Aude

Liaison Carcassonne

écrire au secrétariat

La CGA dans les Cévennes

Liaison cévenole

cga_cevenol@no-log.org

Infos et Analyses Libertaires.

Journal de la

Coordination des Groupes Anarchistes.

Directeur de la publication:

Edward Sarboni

Rédaction et administration:

C.E.S. BP 40 233

66002 Perpignan cedex

ISSN 07514530

Dépot légal 1er trimestre 2008

N° 69

Conception graphique : NONO et Jièmté

Ce journal aborde des thèmes qui vous intéressent! Vous souhaitez soutenir la Coordination des Groupes Anarchistes! Faites-nous le savoir en demandant 3 N° gratuits, ou en vous abonnant à 6 N° pour un an, au prix de 8 Euros. Remplir le formulaire ci-dessous et l'envoyer au secrétariat. Si une version informatique vous convient mieux, téléchargez-la sur notre site Internet.

Nom:	<i>Souhaite recevoir 3 N° Infos & Analyses libertaires gratuits (Envoyer un courrier avec 3 enveloppes format A4 comportant votre adresse et timbrées à 0,64€).</i>
Prénom:	
Adresse:	<i>Souhaite s'abonner pour un an. Joindre un chèque de 8 € à l'ordre de l'AAC à envoyer à :CGA, 36, rue de cugnaux, 31300 toulouse</i>
Code postal:	<i>(Abonnement de soutien: 15 Euros)</i>
Ville:	